

Article 49

⊠ Durée des droits ⊠

Lorsque les États membres ⇒ autorisent l'utilisation du spectre radioélectrique sous la forme de ~~⇒ octroient des~~ droits ⇒ individuels ⇐ d'utilisation pour une durée limitée, ⇒ ils veillent à ce que l'autorisation soit accordée pour une durée ⇐ ~~elle-ci est~~ adaptée au service concerné eu égard à l'objectif poursuivi, en tenant dûment compte de la nécessité ⇒ d'assurer une utilisation efficace et efficiente et de favoriser des investissements efficaces, notamment ⇐ ~~de prévoir~~ ⊠ en prévoyant ⊠ une période appropriée pour l'amortissement de l'investissement.

↓ nouveau

2. Lorsque les États membres accordent des droits d'utilisation du spectre radioélectrique harmonisé pour une durée limitée, ces derniers sont valables pour une durée minimale de 25 ans, sauf dans les cas de droits temporaires, d'une prolongation temporaire des droits conformément au paragraphe 3 et de droits d'utilisation secondaire dans les bandes harmonisées.

3. Les États membres peuvent prolonger la durée des droits d'utilisation pour une courte période afin d'assurer l'expiration simultanée des droits dans une ou plusieurs bandes.

Article 50

Renouvellement des droits

1. Les autorités compétentes prennent une décision sur le renouvellement des droits individuels d'utilisation du spectre radioélectrique harmonisé au plus tard trois ans avant l'expiration desdits droits. Ils examinent ce renouvellement soit de leur propre initiative soit à la demande du titulaire des droits et, dans ce dernier cas, au plus tard cinq ans avant l'expiration des droits en question. La présente disposition est sans préjudice des clauses de renouvellement applicables aux droits en vigueur.

2. Lorsqu'elles prennent une décision en application du paragraphe 1, les autorités compétentes tiennent compte des éléments suivants:

a) réalisation des objectifs énoncés à l'article 3, à l'article 45, paragraphe 2, et à l'article 48, paragraphe 2, ainsi que des objectifs d'ordre public prévus par le droit national ou le droit de l'Union;

b) mise en œuvre d'une mesure adoptée en application de l'article 4 de la décision n° 676/2002/CE;

c) vérification de la bonne mise en œuvre des conditions dont est assorti le droit concerné;

d) nécessité de favoriser la concurrence ou d'en éviter la distorsion conformément à l'article 52;

e) renforcement de l'efficience de l'utilisation du spectre compte tenu de l'évolution des technologies et du marché;